



Bulletin de liaison Novembre 2020

Mesdames et Messieurs les adhérents du CIERV,

Nous avons le plaisir de vous adresser ce premier numéro du bulletin de liaison de notre association. Il nous est en effet apparu que, en cette période d'incertitude qui nous prive de toute possibilité d'organiser nos manifestations habituelles, il est indispensable de maintenir un lien entre les membres du CIERV.

Nous avons été contraints, vous le savez, d'annuler toutes les conférences prévues au printemps 2020 ainsi que les diverses manifestations que nous avons envisagées. Enfin nous avons dû nous résoudre à renoncer aux Rencontres annuelles prévues le 21 novembre 2020. Pas plus que les autres associations culturelles, nous n'avons de visibilité quant à l'avenir proche et nous ne savons pas si nous pourrions retrouver une activité, même réduite, au cours du premier semestre 2021. Aussi, il nous a semblé judicieux de vous proposer ce modeste bulletin qui, certes, ne remplacera pas les conférences, mais permet de montrer que le CIERV continue à vivre et se tient prêt à retrouver son élan initial dès que les circonstances le permettront.

Vous y trouverez des informations concernant des ouvrages récents traitant des années 1940-1945, des notes de lecture, ainsi que de brefs articles à propos de l'histoire des années de guerre.

Nous espérons que ce bulletin vous donnera satisfaction. Bien entendu, nous serons réceptifs à toute remarque, suggestion, proposition de votre part et tenterons de vous donner satisfaction.

Bonne lecture.

Pour le Conseil d'Administration du CIERV

Le Président

Michel Promérat

REPÈRES

Les noms de rues à Vichy entre 1940 et 1944 ; une question politique

Dans une ville, nommer une rue (ou installer une statue) n'est pas chose anodine et revêt toujours une signification. Si dans beaucoup de cas, on a simplement donné à la voie le nom de l'ancien propriétaire des terrains récemment lotis (situation très fréquente à Vichy au XIXe siècle), dans d'autres la toponymie retenue a un sens politique : une figure nationale ou locale est alors choisie en fonction de la culture politique du moment, parfois au lendemain même de la disparition de la personnalité en question ; une nation amie ou alliée est honorée pour le soutien apportée à la patrie, comme ce fut le cas en 1918-1919, où sont célébrés à Vichy la Serbie, la Roumanie, les Etats-Unis, le président Wilson. Dans tous les cas, cette décision relève de l'autorité municipale, fait l'objet d'une délibération et d'un vote, puis d'un accord des autorités préfectorales. C'est dire que la procédure est parfois longue et devient l'occasion de luttes politiques qui peuvent apparaître rétrospectivement comme picrocholines, bien que toujours porteuses de sens, surtout, mais non exclusivement,

lorsqu'il s'agit de changer la dénomination d'une rue en faisant disparaître un nom pour le remplacer par un nouveau. Souvent, la polémique s'enflamme et peut durer des années. Ce fut évidemment le cas à Vichy, notamment avant 1914, lors des affrontements entre partisans et adversaires de la loi de Séparation des Eglises et de l'Etat. La municipalité radicale, dirigée alors par Louis Lasteyras proposa et finit par obtenir que la place Saint Louis devienne la place du Chevalier de la Barre, malgré les véhémentes protestations de ses adversaires conservateurs¹.

La période de l'occupation, dans toute la France, connut une vague importante de modification de noms de rues. Vichy, on s'en doute, ne fut pas épargnée. Dans la capitale provisoire, l'on voulut à la fois rendre un hommage particulier au nouveau chef de l'Etat et effacer toute la nomenclature pouvant rappeler le régime républicain. Par une décision (n°12 de l'ordre du jour) du Conseil municipal du 15 janvier 1941, dont on ne sait si elle provient d'une initiative de la municipalité ou d'une pression des autorités gouvernementales, plusieurs rues de Vichy sont rebaptisées. La rue du Parc devient rue Pétain, la rue Pétain Rue Lyautey, la rue Jean Jaurès rue Nationale, la place du Chevalier de la Barre retrouve son nom de place Saint Louis. Le 23 septembre 1941, une nouvelle délibération attribue le nom de Guynemer à la rue Paul Bert et celui du général Boichut à la rue Ferdinand Buisson. L'avenue Aristide Briand prend le nom d'Albert 1^{er}. Le petit square Albert 1^{er} derrière l'église Saint Louis devient square Notre-Dame.

L'on voit bien les intentions. Outre l'hommage au chef de l'Etat, dont le nom est attribué à l'une des plus belles rues de la ville, celle qui comprend tous les grands hôtels et en 1940, de nombreux ministères importants, il est évident qu'il s'agit de faire disparaître de la signalétique urbaine tout ce qui peut rappeler le socialisme (Jaurès), la laïcité (Paul Bert ou Ferdinand Buisson), c'est-à-dire ce que beaucoup de vichystes appelaient « la République sans Dieu ». Pour les remplacer, des héros du roman national vichyste, Lyautey, vénéré par la droite comme le type même de l'officier, ou Guynemer, incarnation du courage au combat et de l'héroïsme, dont l'anniversaire de la mort est célébré solennellement chaque année à Vichy. Le choix du général Boichut étonne: faut-il y voir un hommage à un ancien officier ayant combattu à Verdun aux côtés de Pétain, puis devenu gouverneur de cette ville, avant de combattre au Maroc contre Abdelkrim, à nouveau aux cotés de Pétain ? Certains évoquent également le rôle de son épouse, très impliquée dans des activités caritatives à Vichy.

Il y eut, semble-t-il, plus de difficultés pour ce qui concerne la rue Aristide Briand. Il est en effet à la fois l'homme qui fut le rapporteur, très actif, de la loi de séparation en 1905, ce qui lui vaut donc la réprobation des conservateurs de 1940, et l'homme du rapprochement franco-allemand dans les années vingt, à l'époque des accords de Locarno, ce qui rendait difficile une mise à l'écart, pourtant finalement actée. A noter cependant que la rue Voltaire et le boulevard Carnot conservèrent leur dénomination dont la résonance pouvait troubler nombre de vichystes...

Une autre affaire montre le caractère polémique de la question des noms de rue². Le 7 juillet 1944, la Radio Nationale annonce que la municipalité de Vichy a pris « l'heureuse initiative de donner le nom de Boulevard Philippe Henriot à la rue du président Wilson ». Quelques heures auparavant, des inconnus ont apposé sur les anciennes plaques des placards blancs portant la désignation Philippe Henriot. En effet le 27 juin, Philippe Henriot, secrétaire d'Etat à l'information et à la propagande, a été assassiné à Paris par des résistants. Des funérailles nationales sont célébrées à Notre-Dame. A Vichy même, une cérémonie à sa mémoire est célébrée à l'église Saint-Louis par l'abbé Cote en présence de Pétain. Les milieux collaborationnistes, à Paris comme à Vichy, en appellent à la vengeance, physique, mais aussi symbolique. Aussi, Les journaux collaborationnistes, *L'Œuvre* et *Le Matin* se réjouissent de ce changement de nom dans leurs éditions du 11 juillet. Charles Philippi, chef de cabinet d'Henriot, adresse-t-il un message téléphonique de remerciement au maire de Vichy.

Or, il s'avère que la municipalité de Vichy n'a jamais débattu de ce sujet et n'a jamais pris une telle décision. Ceux qui ont apposé des plaques Philippe Henriot l'ont fait de leur propre chef et la Radio Nationale a relayé l'information, par complicité ou par erreur, on ne sait. Dès lors, la municipalité, qui se sent bafouée, décide de réagir, afin de faire la preuve de sa souveraineté. Léger accompagné de ses adjoints, rend visite à Pierre Laval et

¹ Lasteyras avait même proposé que la place portât le nom d'un anarchiste espagnol ; Francisco Ferrer, ce qui porta le débat à un très haut point d'incandescence et fit apparaître le choix du Chevalier de la Barre comme une concession.

² Nous suivons ici le récit fait par André Praile. AM Vichy 8Z /9 Dossier Libération Eputation

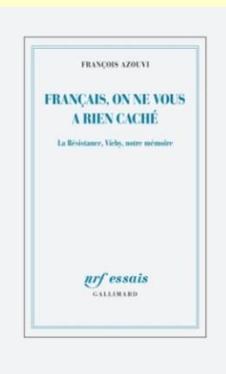
lui remet une lettre de démission collective. Laval, dont on comprendra qu'il soit accablé d'autres soucis en juillet 1944, admet que le procédé est « inadmissible », demande une enquête et donne l'ordre à Darnand, secrétaire d'Etat au maintien de l'ordre de faire enlever les plaques incriminées, ce qui sera fait. Il estime que la démission qui lui est proposée n'a plus d'objet et doit être retirée.

Mais le lendemain 9 juillet à 11 heures, lors d'une nouvelle entrevue, Laval fait savoir au maire qu'il va lui adresser un courrier officiel lui demandant de donner à une voie de la ville le nom de Philippe Henriot. Il suggère même que cela se fasse en séance privée afin d'éviter des incidents. Le chef du gouvernement semble donc vouloir ménager la chèvre et le chou, ne pas mécontenter la municipalité mais ne pas irriter les soutiens de Philippe Henriot. Le 10 juillet, Léger lui fait savoir que cette solution n'est pas envisageable, une délibération en séance privée n'ayant pas de valeur juridique. Mais, soucieux lui aussi de ménager les autorités, il suggère que le Préfet se substitue sur cette question à l'autorité municipale ! Autrement dit, il semble que l'on se soucie davantage des aspects juridico-administratifs, de la nécessité de ménager les susceptibilités de chacun que de la question de fond, celle de l'attribution du nom d'un collaborationniste frénétique à une rue de Vichy.

Dès lors, faut-il voir dans cet épisode une manifestation de résistance au gouvernement de la part des édiles vichyssois ? Pour cela, il faudrait que l'opposition ait porté plus explicitement sur le cœur du problème et ne se soit pas limitée à la préservation de l'autonomie de décision de la ville. A moins que la défense de celle-ci n'ait été un paravent pour empêcher un projet funeste qu'il était difficile dans le contexte de 1944 d'aborder frontalement.

Quoi qu'il en soit, l'évolution du conflit apporta rapidement une solution au problème ; la rue Wilson conserve son nom et le 26 août 1944, Vichy est libéré. Dans les semaines qui suivent, la plupart des rues débaptisées en 1941 retrouvent leurs noms initiaux. Pas toutes cependant ; la municipalité de la Libération, soucieuse de ne pas réveiller des querelles dépassées, ne redonne pas le nom du Chevalier de la Barre à la place Saint Louis. De même le square Albert 1^{er} garde sa dénomination de 1941.

NOTE DE LECTURE



François AZOUVI, *Français, on ne vous a rien caché ; La Résistance, Vichy, notre mémoire* Gallimard Essais, 2020

Depuis 2011 et la parution du *Mythe du grand silence* (Gallimard), François Azouvi s'attache à scruter les failles de notre mémoire nationale et les reconstructions de celle-ci. Il prolonge son travail par la publication d'un essai sur la façon dont la mémoire de la Résistance et de Vichy s'est, au cours des années 1970-2000, progressivement transformée en un mythe qu'il s'attache à réfuter. Il bouscule les affirmations selon lesquelles de 1945 à 1970 aurait régné une mémoire officielle, fabriquée d'en haut par la

volonté politique, tant des gaullistes que des communistes qui auraient, dès la Libération, sciemment construit une histoire consolatrice, faisant des Français des résistants unanimes et de Vichy une réalité nulle et non avenue. Selon cette mythologie, à partir des années soixante, historiens, cinéastes, écrivains leur auraient alors révélé une « vérité » que l'histoire officielle leur aurait jusqu'alors cachée.

Reprenant des démonstrations déjà fortement développées par Pierre Laborie (*Le Chagrin et le Venin, La France sous l'Occupation, Mémoire et idées reçues*, Fayard, 2011), Azouvi dénonce cette vulgate et montre que, s'il y eut bien des mémoires officielles, elles furent plurielles et que, contrairement à ce qui est souvent dit, communistes et gaullistes ne se rejoignent guère sur ce sujet en temps de guerre froide. Il montre avec force que ces deux mémoires se heurtèrent très tôt (dès 1945 et l'épuration) à des contre-mémoires qui eurent un écho certain dans les années cinquante. Il met donc à mal l'idée d'un « résistancialisme » dominant que des révélations spectaculaires seraient venues briser vers 1970, au temps du *Chagrin et la Pitié* et de l'écho donné aux travaux de Robert Paxton, jusqu'à créer, après la vulgate des Français résistants, celle des Français vautrés dans la veulerie, telle que la propagent plus ou moins consciemment cinéma et littérature des années 1970-1990.

Si le propos n'est pas entièrement neuf pour ceux qui suivent les débats déjà engagés sur ces questions entre les historiens, il apporte des arguments convaincants en s'appuyant sur de multiples exemples, tirés tant de la littérature que du cinéma, qui montrent que dès 1945, peu de Français avaient foi dans les discours consolateurs et que, pour qui voulait lire, l'information était disponible sur les réalités des comportements en temps de guerre et d'occupation. L'on pourra, certes, lui reprocher, de s'en tenir, dans son propos, aux émetteurs d'informations (le livre, le film), certes significatifs par leur nombre et leur diversité, et de ne pas poser la question de la réception de celles-ci par l'opinion publique, dont la construction n'est jamais évoquée dans le livre. Pour être définitive, sa démonstration devra être prolongée par le questionnement d'autres sources, moins intellectuelles, et surtout par la recherche des diffractions culturelles de la mémoire en fonction des catégories sociales, voire des différences régionales et même locales. Mais le chantier que Pierre Laborie avait engagé, non sans difficultés ni controverses, est poursuivi de main de maître par ce livre qui fait date.

TROIS OUVRAGES RÉCENTS

Eric JENNINGS (Université de Toronto) :

Les bateaux de l'espoir. Vichy, les réfugiés et la filière martiniquaise, CNRS Editions 2020

Un épisode peu connu, l'exfiltration de plus de 5000 personnes vers l'Amérique Latine entre 1940 et 1941.

Pascal ORY (Université Paris 1)

Qu'est qu'une Nation ? Une Histoire Mondiale, Gallimard, 2020

A partir de la question posée par Ernest Renan en 1882, une réflexion sur une notion plus présente que jamais, à l'échelle du monde.

Paul MORAND, Journal de Guerre, Cahiers de la NRF, Gallimard 2020

Bénédicte VERGEZ-CHAIGNON, bien connue des adhérents du CIERV, vient d'éditer, de façon remarquable, le premier tome du journal tenu par Paul Morand, entre 1940 et 1945. Ce texte, inédit, intéresse par plusieurs aspects :

- le parcours d'un écrivain - diplomate, responsable de la mission économique française à Londres en 1939, qui quitte la capitale anglaise après la défaite, pour gagner Vichy, où il propose ses services, en vain, jusqu'en 1942 où il devient conseiller de Laval, avant de se voir attribuer l'ambassade en Roumanie.
- la description d'un milieu dirigeant à Vichy, dont on connaissait les multiples factions et les querelles internes souvent acides, confirmées par les propos de Morand, qui décrit des cercles de pouvoir clos sur eux-mêmes, dans un entre soi entre mondanités et soucis de carrières, indifférents aux autres milieux sociaux, jamais évoqués.
- La confirmation d'un antisémitisme profond, enraciné et affiché sans retenue au sein des cercles gouvernementaux, en toute connaissance –c'est une des informations du livre- des conséquences qu'une telle politique a pour ceux qui la subissent.

Si le livre n'apporte pas de nouveauté fondamentale, il confirme et précise la connaissance d'un régime et ses acteurs, ancré dans leurs certitudes idéologiques.

N'oubliez pas de visiter le site du CIERV : cierv-vichy.fr

Vous y trouverez les informations relatives à nos manifestations ainsi que des articles traitant de l'histoire des années 1940-1944